



**MINISTÈRES
AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE
TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

Direction des affaires financières

Service des achats et du soutien

Sous-direction de l'environnement de travail
et de l'immobilier opérationnel

Département de l'immobilier opérationnel d
e l'administration centrale

Cahier des clauses techniques particulières

**Maintenance des bâtiments des ministères de l'Aménagement
du territoire et de la Transition écologique situés à la Défense
(Grand Arche Sud et Tour Séquoïa) et à Nanterre**

SG-SAD3-020-24

Lot 2 : Maintenance de la détection et de la fermeture incendie

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE.....	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS.....	4
ARTICLE 3 - CONSISTANCE DES INSTALLATIONS.....	5
3.1 Définition et localisation.....	5
3.2 Constitution des installations.....	5
ARTICLE 4 - OBJECTIFS ET CONTRAINTES DE RÉSULTAT.....	7
4.1 Définition des objectifs et des contraintes de résultat.....	7
4.2 Description des conditions contractuelles de fonctionnement des installations de détection et protection incendie.....	7
ARTICLE 5 - CONTENU DES PRESTATIONS.....	8
5.1 Utilisation de la GMAO.....	8
5.2 Opérations de maintenance préventive.....	9
5.3 Opérations de maintenance.....	10
5.4 Essais de sécurité.....	10
5.5 Maintenance des logiciels.....	11
5.6 Fourniture de consommables.....	11
5.7 Assistance technique.....	11
5.8 Remplacement batterie.....	11
5.9 Gros Entretien Réparation (GER).....	11
ARTICLE 6 - LIMITES DES PRESTATIONS DU MARCHE.....	12
6.1 Grosses réparations.....	12
6.2 Réparations consécutives à une cause échappant à la responsabilité du titulaire.....	12
ARTICLE 7 - OBJECTIFS EN MATIÈRE DE DÉLAI D'INTERVENTION.....	12
7.1. Définition et calcul du délai d'intervention pour dépannage.....	13
7.2. Définition et calcul du délai contractuel de dépannage.....	13
7.3. Définition et calcul du délai de réparation définitive.....	14
ARTICLE 8 - MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	14
8.1 Réglementation relative aux IGH, aux ERP et au code du travail.....	14
8.2 Dates et heures d'intervention de maintenance préventive.....	14
8.3 Horaire d'intervention de dépannage.....	15
8.4 Délais de restitution du matériel.....	15
8.5 Registre de maintenance.....	15
8.6 Sécurité.....	15
8.7 Conformité des installations.....	15
8.8 Outillage.....	15
8.9 Exécution de travaux non compris dans le présent marché.....	16
8.10 Obligation de conseil du titulaire.....	16
8.11 Formation des agents de l'Administration.....	16
8.12 Personnels d'exécution.....	16
ARTICLE 9 - SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHE.....	17
9.1 Programme des interventions.....	17
9.2 Rapport d'intervention.....	17
9.3 Documentation technique.....	17
ARTICLE 10 - COMPTE RENDU D'ACTIVITÉS.....	17
10.1 Compte rendu.....	17
10.2 Compte rendu d'incident.....	17

10.3 Statistiques des temps d'intervention.....	18
ARTICLE 11 - FOURNITURE ET LIVRAISON DES PIÈCES DÉTACHÉES ET ACCESSOIRES NÉ- CESSAIRES.....	18
11.1 Définition des prestations.....	18
11.2 Stockage des fournitures.....	18
ARTICLE 12 - CONTRÔLE DES INSTALLATIONS EN DÉBUT ET FIN DE MARCHÉ.....	19
ARTICLE 13 - GESTION DES DÉCHETS.....	19
13.1 Présentation de l'obligation de gestion de déchets incombant au titulaire.....	19
13.2 Obligations imposées au titulaire par le code de l'environnement en matière de traitement et de traçabilité des déchets.....	20
ARTICLE 14 - ANNEXES.....	20
14.1 Annexe 1 : Détection incendie.....	20
14.2 Annexe 2 : Fermeture incendie.....	20
14.3 Annexe 3 : Registre de maintenance.....	20
14.4 Annexe 4 : Stock de sécurité.....	20

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent lot a pour objet la maintenance préventive et curative, avec obligation de résultat, des installations de détection incendie ainsi que la fourniture, la livraison des pièces détachées et accessoires nécessaires au titre de cette maintenance des installations des bâtiments (entités) occupés par les ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique à La Défense et à Nanterre.

La liste et les caractéristiques principales des matériels installés sont données ci-joint, en annexe 1 et 2 du présent document.

Il est rappelé, en outre, que ces installations sont exploitées par l'Administration et par le titulaire du marché de surveillance des installations de sécurité incendie.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont les suivants :

- Le présent Cahier de Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Ses annexes techniques :
 - Annexe 1 CCTP – Détection incendie 2024 ;
 - Annexe 2 CCTP – Fermeture incendie 2024 ;
 - Annexe 3 CCTP – Registre de maintenance 2024 ;
 - Annexe 4 CCTP – Stock sécurité 2024 ;
 - Les Documents Techniques Unifiés en vigueur ;
 - La réglementation en vigueur concernant les IGH (immeubles de grande hauteur).

Seul l'exemplaire original de ces documents, conservé dans les archives de l'Administration, fait foi.

- Les textes réglementaires suivants :
 - Code de la construction et de l'habitation : article R. 143-1 et suivants, relatifs à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
 - Arrêté du 25 juin 1980 du Ministre de l'Intérieur, publié au journal officiel du 14 août 1980, portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
 - Décret modifié n° 67-1063 du 15 novembre 1967 portant règlement d'administration publique pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique.
 - Lorsqu'il est applicable, le décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988, publié au Journal Officiel du 5 décembre 1962, relatif à la protection des travailleurs dans les bâtiments qui mettent en œuvre des courants électriques.
 - Décret modifié n° 77-1321 du 29 novembre 1977 fixant les conditions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

ARTICLE 3 - CONSISTANCE DES INSTALLATIONS

3.1 Définition et localisation

Compte tenu de la géographie des lieux, les locaux de l'Administration concernés se décomposent en 7 entités, répartis sur deux sites :

Sites de la Défense

Entité PAROI SUD (IGH W2) :

Comprend les locaux rattachés à la Paroi Sud de l'Arche de La Défense y compris ceux situés en collines sud. La surface SUN (surface hors œuvre net) de l'entité est de 70 472,96 m².

Entité Collines Sud (ERP 1^{ère} catégorie) :

Comprend les locaux et installations de l'administration situés en infrastructure des Collines Sud : locaux sportifs, restaurant, locaux techniques... La surface SHON (surface hors œuvre net) cumulée des entités gymnase et restaurant est de 7300 m².

Entité PLOT I (ERP 1^{ère} catégorie) :

Comprend les locaux situés dans le Plot I en Colline Sud.
La surface SHON (surface hors œuvre net) de l'entité est de 3308,88 m².

Entité parking tour séquoia (ERP type PS) :

Comprend 2 niveaux de parking de 3 400m² chacun.

Entité SEQUOÏA (IGH W2) :

Comprend les locaux rattachés à la tour Séquoia à La Défense.
La surface SHON (surface hors œuvre net) de l'entité est de 53 178 m².

Entité TOIT de l'Arche (Ex ERP 2^{ème} catégorie) :

Comprend les locaux rattachés au toit de l'Arche de La Défense y compris ceux situés en collines nord. La surface SUN (surface hors œuvre net) de l'entité est de 11 000 m².

Site de Nanterre

Entité NANTERRE (code du travail) :

Comprend les locaux et ateliers de l'Administration situés à Nanterre au 150 rue de Bezons (garage automobile, menuiserie)
La surface SHON (surface hors œuvre net) de l'entité est de 5950,92 m².

3.2 Constitution des installations

Les équipements sont détaillés en annexe 1 et 2 du présent CCTP.

Sites de la Défense

- De deux baies de détection incendie équipée type SDI DEF type Cassiopée FORTE pour les locaux de la Paroi Sud de l'Arche,

- De quatre centrales de mise en sécurité incendie type CMSI DEF type ANTARES IV pour les locaux de la Paroi Sud de l'Arche,
- D'une baie de détection incendie équipée type SDI DEF type Cassiopée FORTE, pour les locaux des Collines Sud de l'Arche,
- D'une centrale de mise en sécurité incendie type CMSI DEF type ANTARES IV pour les locaux des Collines Sud de l'Arche,
- De deux baies de détection incendie équipée type SDI ESSER, pour les locaux de la tour Séquoia
- De trois centrales de mise en sécurité incendie type CMSI ESSER pour les locaux de la tour Séquoia
- D'une baie de détection incendie équipée type SDI SIEMENS type CERBERUS, pour le parking de la tour Séquoia,
- D'une centrale de mise en sécurité incendie type CMSI SIEMENS type TAE20 pour le parking de la tour Séquoia,
- D'une baie de détection incendie équipée type SDI DEF type Cassiopée FORTE pour les locaux du Toit de l'Arche,
- D'une centrale de mise en sécurité incendie type CMSI DEF type ANTARES IV pour les locaux du toit de l'Arche,
- De la filerie jusqu'aux équipements commandés, y compris les circuits spécialisés, les indicateurs d'action et les organes de commande (D.A.S.), des équipements terminaux suivants (pour les entités paroi sud, collines sud, restaurant, plot i, tour séquoia et son parking :
 - *Détecteurs (optique, thermique, radio, flammes, haute sensibilité ...),*
 - *Sirènes,*
 - *Boîtiers interphonie,*
 - *Indicateurs d'action,*
 - *Clapets coupe-feu*
 - *Portes coupe-feu*
 - *Ouvrants de désenfumage*
 - *Volets de désenfumage,*
 - *Baies de transfert.*
 - *Déclencheurs Manuels,*
 - *Exutoires,*
 - *ECS (Alarmes techniques),*
 - *AES,*
 - *Détection hydrogène,*
 - *Interphonie,*
 - *Coffret de relaying,*
 - *Tableau détection d'eau (TTK ou équivalent),*
 - *Brouillard d'eau,*
 - *Détection CO₂,*
 - *UCGIS,*
 - *Unité d'Aide à l'Exploitation.*

Site de Nanterre

- D'une centrale DI « EPHAIS »,
- D'une centrale hydrogène LEGRAND,
- De report d'alarmes DI et intrusion.

- De la filerie jusqu'aux équipements commandés, y compris les circuits spécialisés, les indicateurs d'action **et les organes de commande (D.A.S.)**, des équipements terminaux suivants :
 - *Détecteurs,*
 - *Sirènes,*
 - *Boîtiers interphonie,*
 - *Indicateurs d'action,*
 - *Clapets coupe-feu,*
 - *Déclencheurs Manuels,*
 - *Exutoires,*
 - *Clapets coupe-feu.*
 - *Tableau détection d'eau.*

Le Titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux afférents à la réalisation de ses prestations ainsi que de la consistance des matériels et équipements dont il assure la maintenance. Il est réputé disposer de tous les moyens techniques et matériels pour assurer le plein accomplissement du marché et, notamment, avoir la pleine connaissance de la technique propre au constructeur du matériel dont il se propose d'assurer la maintenance.

ARTICLE 4 - OBJECTIFS ET CONTRAINTES DE RÉSULTAT

4.1 Définition des objectifs et des contraintes de résultat

Les objectifs en matière de résultat consistent :

- ⇒ à garantir en permanence les performances nominales des installations.
- ⇒ à garantir le suivi de la durabilité des équipements. (G.M.A.O.)
- ⇒ à garantir l'obtention des résultats de qualité de maintenance et de conduite des installations attendus, qui seront évalués par :
 - ➔- la disponibilité des équipements et des installations ;
 - ➔- les mesures de caractéristiques de fonctionnement effectuées lors de bilans techniques de certains équipements et leur comparaison avec les spécifications portées sur les notices techniques des constructeurs ;
 - ➔- les délais d'intervention du personnel du Titulaire pour le diagnostic et le dépannage du matériel défectueux et ensuite le délai de réparation définitive.

L'ensemble des objectifs décrits ci-après sont définis quelles que soient les entités auxquelles appartiennent les installations.

4.2 Description des conditions contractuelles de fonctionnement des installations de détection et protection incendie

La disponibilité des installations doit être permanente, conformément aux normes et réglementations en vigueur, aux spécifications des CCTP de travaux initiaux et aux informations figurant dans les Dossiers d'Ouvrages Exécutés.

En cas de modification de scénario ou de mise en place de nouveaux matériels, l'Administration notifie par écrit au Titulaire les paramètres de fonctionnement 2 jours calendaires au moins avant la date de leur mise en application.

Si aucune réserve n'est émise par le Titulaire dans la limite de ce délai, les nouveaux paramètres sont réputés contractuels.

ARTICLE 5 - CONTENU DES PRESTATIONS

Les prestations comprennent l'ensemble des tâches nécessaires à l'obtention des objectifs de résultats tels que définis dans le chapitre : « objectifs et contraintes de résultats » ci-dessus.

Conformément au CCAP du présent marché, ces prestations comprennent **au minimum** les sujétions décrites dans les paragraphes suivants.

Les tableaux en annexe, définissent le volume prévu des activités de maintenance spécialisée.

5.1 Utilisation de la GMAO

Le Titulaire doit mettre en œuvre et utiliser, sur un matériel informatique lui appartenant, une Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO). Un tel logiciel est actuellement en exploitation. Le Titulaire devra utiliser le même outil. Il aura à sa charge l'acquisition de la ou des licences nécessaires. **Il pourra disposer de la base de données de l'administration.**

Il procède lui-même à la saisie initiale des informations techniques complètes nécessaires au fonctionnement de cette GMAO. Ces informations initiales comporteront la codification et la localisation de tous les équipements, la codification, les caractéristiques techniques, les références constructives des pièces détachées, les politiques de maintenance de référence.

Par la suite, le Titulaire procède aux saisies des informations relatives à l'activité de la maintenance préventive et curative nécessaires à l'établissement de fiches historiques. Il utilisera la GMAO pour établir toute étude statistique et récapitulative de sa maintenance :

1. Analyse des fréquences d'intervention de maintenance curative,
2. Analyse des durées d'intervention par nature de tâche,
3. Durée de vie moyenne des constituants,
4. Historique de chaque constituant sur un tableur informatique.

Le Titulaire utilise la GMAO pour planifier les interventions de maintenance préventive et corrective. Il doit mettre en œuvre et rendre opérationnel le système de GMAO sur le site dans un délai de 2 mois après la notification du marché.

Les informations initialisées et saisies dans le système de GMAO sont propriétés de l'administration et seront transmises à celle-ci tous les mois en même temps que les mises à jour éventuelles des plans modifiés par la maintenance curative

5.2 Opérations de maintenance préventive

a) Définition des prestations et modalités d'application

Le marché porte sur des prestations de niveau 1 à 4 de la norme NFX 60-010, suivant les groupes de constituants, et telles que décrites dans le CCTP et dans les annexes 1 et 2 du CCTP.

En complément, d'autres prestations de maintenance, jusqu'au niveau 5, peuvent être effectuées dans le cadre du présent marché, sur décision expresse du représentant du pouvoir adjudicateur.

Niveau	Définition de la norme NF EN 13306	Exemples
1	Actions simples nécessaires à l'exploitation et réalisées sur des éléments facilement accessibles en toute sécurité à l'aide d'équipements de soutien intégré au bien. Ce type d'opérations est effectué par l'utilisateur du bien.	Rondes de surveillance. Relevés de valeurs d'état. Manœuvre manuelle d'organes mécaniques. Graissages, lubrifications. Remplacement d'ampoules.
2	Actions qui nécessitent des procédures simples et/ou des équipements de soutien d'utilisation ou de mise en œuvre simple. Ce type d'opérations est effectué par un personnel qualifié à l'aide de procédures détaillées.	Réglages simples (alignement de poulies...). Remplacement de filtres difficiles d'accès. Remplacement de fusibles. Vérification des mises à la terre. Contrôle d'étanchéité des terrasses.
3	Opérations qui nécessitent des procédures complexes et/ou des équipements de soutien portatifs, d'utilisation ou de mise en œuvre complexe. Ce type d'opérations est effectué par un technicien qualifié à l'aide de procédures détaillées.	Contrôle et réglage impliquant l'utilisation d'appareils de mesure externes au bien. Reprise de calorifuge. Contrôle d'étanchéité de baies vitrées, de terrasses. Remplacement de sous-ensembles (robinetterie...).
4	Opérations dont les procédures impliquent la maîtrise d'une technique ou technologie particulières, et/ou des équipements de soutien spécialisés. Ce type d'opérations est effectué par un technicien spécialisé.	Révisions ne nécessitant pas le démontage complet de la machine Révision d'une pompe en atelier
5	Opérations dont les procédures impliquent un savoir-faire, faisant appel à des techniques ou technologies particulières, des processus et/ou des équipements de soutien industriel. Ce type d'opérations est effectué avec des équipements de soutien, proches de la fabrication.	Réparations réalisées par le constructeur. Remplacement des biens obsolètes. Réfection d'un réseau. Reprise d'un faux-plancher ou faux-plafond.

Les prestations concernent :

- La surveillance de l'état des ouvrages et des équipements techniques,
- Les opérations de maintenance préventive,
- La remontée d'information auprès du Client en cas de besoin d'intervention,
- Les interventions correctives sans fourniture de pièce,
- Les petites réparations, incluses dans le forfait de base des prestations y compris la fourniture des pièces dont le montant unitaire est inférieur à 300 € HT,

- Les interventions correctives avec pièces en stock ou selon le BPU. La main d'œuvre étant incluse dans le forfait de base des prestations.
- Les interventions correctives sur Bon de commande avec pièces et main d'œuvre selon le BPU.
- La mise à jour du registre de sécurité ou du dossier d'identité de chaque établissement

Sont dus les visites et contrôles périodiques de chaque élément de l'installation. Les réglages nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des installations sont à la charge du Titulaire du présent marché. Ces visites périodiques d'entretien préventif sont semestrielles ou annuelles. L'organisation et la coordination des opérations de maintenance préventive est de l'entière responsabilité du Titulaire.

La liste de tâches des politiques de maintenance est indicative et non exhaustive, par type de constituant. Ainsi, le Titulaire conserve l'entière responsabilité des politiques de maintenance en matière de tâches et de fréquences qu'il juge nécessaires pour garantir les objectifs de résultat. Cependant, il devra se conformer aux notices techniques des différents constructeurs de matériel installé, sauf à le justifier dans sa proposition. En particulier, il respectera les tâches de maintenance et leurs fréquences liées à une durée de fonctionnement exprimée en nombre d'heures ou à un nombre de fonctionnement.

Les tâches de maintenance préventive de niveau 4 dont la périodicité dépasserait 3 ans sont à la charge de l'administration.

Le document définissant les politiques de maintenance de référence peut être complété des observations du Titulaire qui propose toute modification ou complément qu'il juge nécessaire. Toute modification devra, préalablement à sa mise en application, recevoir l'approbation de l'administration.

Les politiques de maintenance ainsi arrêtées constituent un minimum contractuel. Le Titulaire devra tenir à jour les documents les décrivant.

Suite à de diverses modifications sur les installations, tout développement de logiciels ou modifications de programme des scénarios sont comprises au titre du présent marché.

b) Description des politiques de maintenance de référence

Les politiques de maintenance de référence appliquées aux installations sont répertoriées dans l'annexes 1 et 2 jointes au présent CCTP.

5.3 Opérations de maintenance

Au titre du présent marché, la main d'œuvre est comprise pour l'ensemble des opérations de dépannage, réparations, de mise en conformité (suite aux rapports de contrôle) et remplacement de matériels défectueux, à l'exception des grosses opérations de maintenance de niveau 5 concernant la rénovation, la reconstruction et la modernisation des installations.

Le Titulaire devra en toute circonstance réarmer les clapets de désenfumage manuellement dans les bâtiments étant entendu que dans la tour Séquoia et la Paroi sud de l'arche une grande partie de ceux-ci sont motorisés.

5.4 Essais de sécurité

Le titulaire met le personnel nécessaire et compétent (minimum 2 techniciens) à la disposition des organismes de contrôle et des agents de sécurité lorsque ceux-ci procèdent aux essais périodiques de sécurité et de maintenance semestrielle ou annuelle.

Dans certaines zones sensibles ou sur certains équipements, il est nécessaire de réaliser ces essais hors heures ouvrées. Le Titulaire doit prendre toutes dispositions en matière de personnel pour que ceux-ci soient réalisés le samedi ou en horaires de nuit (essais sirènes, désenfumage, hall d'accueil...).

Lors de tout défaut de fonctionnement pendant les essais des installations de sécurité, le Titulaire procédera immédiatement à leur dépannage.

5.5 Maintenance des logiciels

Elle comprend :

- La maintenance des UAE (unité d'aide à l'exploitation) ;
- les corrections mineures nécessitées par le remplacement d'un matériel quelconque par un matériel identique ou non identique mais similaire ne constituant pas une amélioration des fonctionnalités, et celles nécessitées par l'évolution de l'exploitation normale des automatismes à l'exclusion de tout développement spécifique venant compléter les fonctionnalités initiales des automatismes.

5.6 Fourniture de consommables

Au titre du présent marché, le titulaire doit fournir les fournitures consommables suivantes, nécessaires au bon fonctionnement des installations dont il a la charge et à leur conservation :

- toutes sortes d'huiles,
- graisses, chiffons,
- dégrissant, dégraissants,
- voyant,
- fusibles,
- boutons poussoirs de tableaux,
- scotch,
- vis, boulons, rivets, cosses, colliers,
- escabeau, échelle, nacelles,
- lampes,
- bombe de détection,
- batteries
- et autres fournitures consommables...

5.7 Assistance technique

Le titulaire fournit tous les renseignements d'ordre technique ou organisationnel qui pourraient lui être demandés par l'Administration. En outre, il assiste l'Administration, et facilite l'exécution de toutes les inspections, contrôles et visites dont les installations ou parties d'installations, dont il a la charge, pourraient faire l'objet à la demande expresse de l'Administration ou des services de sécurité.

5.8 Remplacement batterie

Le titulaire doit pendant la durée du marché le remplacement de l'ensemble des batteries alimentant les matériels dont il a la maintenance. Les batteries seront de marques YUASA ou équivalent et respecteront les caractéristiques techniques des matériels remplacés.

5.9 Gros Entretien Réparation (GER)

Dans le cas de biens obsolètes, le Titulaire peut être sollicité pour des opérations requérant un savoir-faire, faisant appel à des techniques ou des technologies particulières.

Le gros entretien réparation fait l'objet d'un bon de commande spécifique selon le BPU des Taux horaires et des coefficients (cf. annexe 3 à l'acte d'engagement).

Un suivi pour l'encadrement du GER sera prévu selon un coefficient défini (cf. annexe 3 à l'acte d'engagement).

ARTICLE 6 - LIMITES DES PRESTATIONS DU MARCHÉ

6.1 Grosses réparations

Il s'agit des opérations de maintenance de niveau 5 qui concernent la **rénovation**, la **reconstruction** et la **modernisation** des installations.

L'Administration se réserve le droit de faire exécuter toutes réparations ou modifications par une entreprise de son choix. Dans ce cas, le Titulaire s'engage à formuler dans un délai de quinze jours calendaires, dès réception de l'avis de travaux, soit son accord, soit ses réserves justifiées sur la nature et l'opportunité des travaux envisagés.

Après accord, le Titulaire prend en charge la maintenance des installations après la réception prononcée par l'Administration. Le Titulaire assistera aux essais préalables à cette réception ;

6.2 Réparations consécutives à une cause échappant à la responsabilité du titulaire

Si le Titulaire est tenu, comme il est prévu ci-dessus et en particulier au titre de l'obligation de résultat, à toutes les exigences normales de maintenance, de dépannage et réparation des équipements, il ne peut être tenu d'assumer la charge financière des réparations qu'exigeraient les accidents, dégradations volontaires et actes de vandalisme. De la même manière, sont exclus du présent contrat l'ensemble des dommages consécutifs aux dégâts des eaux, incendie et d'une manière générale, les risques majeurs.

La redevance forfaitaire ne couvre pas :

- la réparation des dégâts résultant d'une utilisation anormale de l'équipement ;
- la maintenance des matériels qui auraient été sans l'agrément du Titulaire modifiés ou connectés à des appareils non prévus à cet effet ;
- la réparation des dommages résultant d'une intervention de maintenance ou dépannage qui aurait été effectuée par du personnel autre que les représentants qualifiés du Titulaire.

ARTICLE 7 - OBJECTIFS EN MATIÈRE DE DÉLAI D'INTERVENTION

Généralités

Le présent marché fixe des délais et durées contractuels d'intervention à ne pas dépasser par le Titulaire sous peine d'application de pénalités.

Les différents types de délai ci-après détaillés sont :

- Le délai d'intervention pour dépannage,
- Le délai de dépannage,
- Le délai pour réparation définitive.

7.1. Définition et calcul du délai d'intervention pour dépannage

a) Définition

C'est le délai imparti au Titulaire pour rechercher la cause d'un incident, établir un diagnostic et mettre en œuvre les moyens pour une opération de dépannage ou de réparation. Il est désigné par le terme « **délai d'intervention** » qui comprend, en particulier :

- Toutes les actions de pilotage (mise en marche ou arrêt d'un équipement ou d'une installation, ...) ;
- Les tâches simples de maintenance corrective telles que changement d'un fusible...

b) Calcul

En cas de défaillance affectant la sécurité et en particulier les fonctions propres à la détection incendie et aux asservissements le délai d'intervention est de **2 (deux) heures**. Suivant la réception de la demande d'intervention pour dépannage.

Dans le cas de défaillance n'affectant pas la sécurité, le Titulaire interviendra dans un délai de **4 (quatre) heures ouvrées** suivant la réception de la demande d'intervention pour dépannage.

Le Titulaire doit disposer des moyens permettant de recevoir 24 heures sur 24 et tous les jours de l'année les demandes d'intervention pour dépannage.

Ce délai s'applique à tous les sites occupés par l'administration centrale, décrits au 3.1 de ce présent CCTP.

c) Notification de la demande d'intervention pour dépannage

- Notification au titulaire par l'administration, (téléphone, mail ou autre) de la demande d'intervention.
- Notification par le service de sécurité d'un défaut de fonctionnement des installations de sécurité.

d) Modalités

Chaque appel par les personnes habilitées de l'administration ou du service de sécurité sera consigné et classé par ordre d'arrivée sur un registre tenu par le Titulaire et précisant :

- La date et l'heure de l'appel,
- L'auteur de l'appel,
- Le nom de la personne ayant répondu à l'appel,
- L'objet de la panne (équipement, localisation, nature du phénomène constaté, ...)

Le Titulaire rend compte sans délai des anomalies ou défauts détectés au représentant de l'administration.

7.2. Définition et calcul du délai contractuel de dépannage

a) Définition

Le délai de dépannage désigne le temps nécessaire pour rétablir le fonctionnement d'une installation. Il débute dès la fin du délai contractuel d'intervention de dépannage, tel que défini ci-dessus, même si celui-ci n'a pas été respecté.

b) Calcul

Le calcul du délai contractuel de dépannage s'établit comme suit :

- **2 heures**, lorsqu'il n'y a pas de fourniture de pièce ou matériel autre que les consommables.
- **3 heures**, lorsqu'il y a utilisation de pièces de sécurité ou nécessitant un démontage et un remontage de composants.

7.3. Définition et calcul du délai de réparation définitive

Lorsque, à la suite d'une opération de dépannage ayant permis de remettre en fonctionnement l'installation défectueuse, une intervention de réparation curative définitive est nécessaire, le délai d'intervention pour effectuer la réparation définitive est à l'appréciation du Titulaire qui en informera l'Administration pour prise en compte de ce délai contractuel, après négociation si nécessaire. Cependant, elle sera programmée au plus tard dans les 48 heures.

a) Définition

Le délai de réparation définitive est le temps nécessaire à la remise en fonctionnement de l'installation défectueuse suite à une opération de dépannage.

b) Calcul

Le titulaire informe l'Administration dans les 48 heures du délai de réparation définitive, après négociation avec celle-ci.

Tout prolongement du délai de réparation définitive devra être dûment justifié et soumis à approbation de l'administration. Cette approbation ne dégage pas le Titulaire de sa responsabilité car il demeure le seul compétent pour apprécier le caractère technique de l'urgence.

La date programmée pour la réparation définitive figurera dans le planning d'activités faisant partie du compte rendu mensuel décrit au 10.1 du CCTP, et sera clairement distinguée des tâches de maintenance préventive.

ARTICLE 8 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

8.1 Réglementation relative aux IGH, aux ERP et au code du travail

Il est rappelé que le Titulaire, dans l'exécution de ses prestations, doit respecter la réglementation en vigueur concernant les Immeubles de Grande Hauteur et les établissements régies par le code du travail dans les lieux où elle est applicable.

8.1 -

8.2 Dates et heures d'intervention de maintenance préventive

Les dates et heures d'intervention du Titulaire sont proposées par le Titulaire et soumises à l'approbation de l'Administration.

L'Administration pourra interdire certaines plages horaires d'intervention pour des impératifs de fonctionnement de ses services. Le Titulaire demeure néanmoins responsable des nécessités d'interventions pour assurer le fonctionnement normal des installations et la conservation des biens. Le titulaire devra alors intervenir en dehors des heures ouvrées.

En ce qui concerne les horaires d'ouverture des locaux de l'administration, il convient de se reporter à l'article du CCAP relatif aux horaires d'ouverture des locaux de l'administration.

8.3 Horaire d'intervention de dépannage

En cas de défaillance affectant la sécurité et en particulier les fonctions propres à la détection incendie et aux asservissements le Titulaire intervient et effectue les opérations de dépannage 24h/24 et 7 jours sur 7 y compris les samedi, dimanche et jours fériés

8.4 Délais de restitution du matériel

Dans le cas où du matériel serait emporté par le Titulaire pour réparation dans ses locaux, ce matériel devra être restitué au plus tard dans la limite de quatre jours ouvrés après son enlèvement des installations, sauf accord préalablement obtenu auprès de l'Administration dans le cas d'une nécessité technique d'un délai plus long. Le Titulaire est responsable de toutes les manipulations et transports des matériels.

8.5 Registre de maintenance

Le Titulaire fournit et tient à jour un registre de maintenance à disposition de l'Administration. Ce registre sera, à tout moment, mis à disposition des autorités compétentes et des représentants dûment mandatés de l'Administration et du Titulaire, pour consultation ou consignation de toutes observations. Le contenu de ce registre est détaillé en annexe 3 du présent CCTP.

8.6 Sécurité

Le Titulaire du marché s'engage à enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité propres aux immeubles de l'Administration et à contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Le Titulaire doit informer sans retard l'Administration de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité. Ces informations seront confirmées, dans les meilleurs délais, par écrit à l'Administration.

8.7 Conformité des installations

Si les installations cessent d'être conformes à la réglementation en vigueur, le Titulaire doit le signaler par écrit à l'Administration, laquelle se charge d'y porter remède.

8.8 Outillage

Le Titulaire fournit à ses équipes, et sous sa seule responsabilité, l'outillage nécessaire courant ou spécialisé, les appareils de mesure et de contrôle ainsi que les matières dites consommables. En outre, sont à la charge du Titulaire, la fourniture des escabeaux, échelles et éventuellement échafaudages ou nacelles élévatrices de personnel qui pourraient s'avérer nécessaires pour accéder aux installations dont il a la charge.

8.9 Exécution de travaux non compris dans le présent marché

Dans le cas où l'Administration ferait exécuter par une tierce entreprise ou par son personnel, des travaux complémentaires, le Titulaire s'engage à faciliter l'exécution de ces travaux, et leur coordination avec ses propres interventions.

Le titulaire participera à la réception de ces travaux, après accord, il prendra en charge au titre du présent marché la maintenance des installations.

8.10 Obligation de conseil du titulaire

Eu égard à la nature de ses prestations, le Titulaire s'engage à conseiller l'Administration sur les conditions d'exploitation des installations qui ont, ou peuvent avoir un impact sur l'amélioration de la sécurité, de la maintenance, et de la pérennité des installations.

Ces conseils circonstanciés seront communiqués en temps opportun à l'Administration, et lui seront confirmés par écrit sans délais.

8.11 Formation des agents de l'Administration

Le Titulaire s'engage à effectuer au titre du présent marché, sur demande de l'Administration, une démonstration permettant de fournir les consignes d'usage et de fonctionnement des installations aux agents de l'Administration et aux exploitants de ces installations, ainsi que les mesures conservatoires et de sécurité des biens et des personnes à prendre en cas d'incident.

8.12 Personnels d'exécution

Le personnel d'exécution doit être spécialisé sur le matériel de la marque ESSER et de la marque DEF :

- Il procède aux actions de maintenance préventive systématiques ou conditionnelles et aux interventions immédiates et réparations courantes (petites pannes...) dans le respect des consignes (mise en place des dispositifs de protection et de signalisation),
- Il établit un premier diagnostic en cas de panne des équipements et installations et avise le responsable du ministère de l'opportunité de l'intervention d'une équipe de dépannage,
- Il coordonne et vérifie les interventions ou les actions des éventuels des entreprises sous-traitantes du Titulaire,
- Il tient à jour les dossiers d'identité, les registres de sécurité et les registres de maintenance,
- Il participe autant que de besoin, à la demande du Client, aux essais et aux exercices réalisés par tout organisme extérieur mandaté par le Client (bureau de contrôle, visite d'inspection, maintenance coordonnée avec le multi technique, ...),
- Il répond immédiatement à tout appel du Client ou de son représentant désigné, pendant la durée de leur présence dans l'établissement, et contacte le Client dès que nécessaire.

Les techniciens doivent avoir une expérience suffisante pour effectuer les tâches de maintenance ou de dépannage sur le matériel de détection incendie et fermeture incendie.

ARTICLE 9 - SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ

9.1 Programme des interventions

Le titulaire établit le programme des interventions sur les installations. Ce programme doit être communiqué au Responsable de l'exploitation désigné par l'Administration.

L'Administration peut, à tout moment, demander au titulaire des modifications justifiées de dates d'intervention dans son programme.

9.2 Rapport d'intervention

Le titulaire renseignera le registre de maintenance et celui de sécurité des installations en mentionnant notamment les dates et heures de ses visites ainsi que les installations visitées.

Après chaque visite, le titulaire rédigera un rapport circonstancié dans lequel il mentionnera les travaux qui lui semblent nécessaires d'effectuer afin qu'elles conservent leur fonctionnalité et leur pérennité. Il indiquera, autant que possible, le degré d'urgence de ces travaux.

9.3 Documentation technique

La documentation technique, les schémas des appareils et des installations, les plans et notes de calcul et de performance, les instructions du constructeur restent la propriété exclusive de l'Administration.

Le titulaire est chargé de mettre à jour cette documentation en cas de modification des installations consécutive à ses interventions. En particulier, le Titulaire a la responsabilité de la mise à jour des scénarios d'asservissement des installations ainsi que les plans.

Ces prestations sont comprises dans la redevance forfaitaire annuelle de maintenance.

ARTICLE 10 - COMPTE RENDU D'ACTIVITÉS

10.1 Compte rendu

Lors de chaque maintenance semestrielle ou annuelle, lors d'une réunion programmée par l'administration, le titulaire remet au représentant de l'administration un compte rendu dactylographié et informatisé, récapitulant les principaux travaux et incidents ayant eu lieu le mois précédent. Le titulaire est tenu d'être représenté à cette réunion par l'un de ses personnels qui ait un pouvoir décisionnel au sein de l'entreprise (chargé d'affaire, chargé de secteur, commis.....)

10.2 Compte rendu d'incident

Le titulaire établit pour chaque incident un compte-rendu écrit comportant l'analyse des causes, les mesures prises éventuellement pour assurer la continuité du service, les opérations de remise en état définitive. Le titulaire, dès qu'il a connaissance de l'incident, prévient sans retard le représentant de l'administration.

10.3 Statistiques des temps d'intervention

Le titulaire établit pour chacun de ses agents, qu'il soit sur le site ou en atelier, qu'il appartienne au titulaire ou à des sous-traitants éventuels, le décompte des temps passés dans les différentes rubriques de la maintenance et selon la nomenclature fonctionnelle des installations. Ces documents seront traités en historique et ils seront accessibles aux personnes mandatées par l'administration à cet effet.

ARTICLE 11 - FOURNITURE ET LIVRAISON DES PIÈCES DÉTACHÉES ET ACCESSOIRES NÉCESSAIRES

11.1 Définition des prestations

La définition des prestations s'entend sur la fourniture et la livraison des pièces détachées et accessoires sur les sites mentionnés au paragraphe 3.1 du le présent CCTP nécessaires à l'exploitation et à la maintenance de ces installations dans les locaux de l'administration centrale.

Dans ce qui suit, le terme « fournitures » désigne indifféremment les pièces détachées et les accessoires.

Le détail des pièces détachées et accessoires, susceptibles d'être commandés, figure en annexe à l'acte d'engagement.

Les fournitures livrées sont exemptes de tout défaut ou vice susceptible de nuire à leur aspect, leur emploi et leur durée d'utilisation.

Elles sont d'origine de l'union européenne et répondent, lorsqu'elles existent, aux normes de l'union européenne. A défaut, elles font l'objet de la part du titulaire d'une demande de dérogation motivée adressée à l'administration.

11.2 Stockage des fournitures

a) Prise en charge des fournitures

L'administration prend en charge les pièces et matériels qu'elle a commandés. Elle est responsable du contrôle, de la conservation de ce matériel, en qualité et en quantité, dans les lieux de stockage. Le Titulaire est responsable des transports des pièces et matériels ainsi qu'au lieu de mise en service. Le Titulaire assure la gestion courante des stocks.

Le Titulaire disposera du matériel après avoir fait une demande auprès de personnel administratif. Il devra mettre en place une procédure de restitution du matériel remplacé.

Le matériel manquant ou dégradé sera déduit de la rémunération du titulaire après établissement d'un constat de perte ou de dégradation contresigné par les deux parties, au prix d'achat justifié à la date du constat de perte, à moins que le titulaire ne se réserve de réapprovisionner le matériel incriminé à sa charge et sans que les délais d'approvisionnement puissent avoir une quelconque incidence sur une éventuelle remise en état.

b) Stock de sécurité

En fonction de l'importance de certaines pièces et matériels pour le fonctionnement des installations, des possibilités et délais de leur approvisionnement et ainsi que de leur prix, il est constitué un stock de sécurité pour les installations détaillées dans l'annexe 4 du CCTP.

La liste du matériel constituant ce stock (annexe 4) est dressée par l'administration et doit être agréée par le Titulaire. Le Titulaire devra compléter et maintenir ce stock tout au long du marché. Les pièces déjà en la possession de l'administration sont reversées au stock de pièces de sécurité. Le titulaire ne saurait se prévaloir d'une pièce manquante dans ce stock de sécurité pour justifier d'un dépassement des délais contractuels de dépannage.

ARTICLE 12 - CONTRÔLE DES INSTALLATIONS EN DÉBUT ET FIN DE MARCHÉ

Lors de la prise en charge des installations, le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance de l'état des installations.

Il est procédé en début d'exécution du marché et deux mois avant l'expiration du marché à un état des lieux contradictoire de l'ensemble des installations en présence des représentants de l'Administration et du Titulaire.

En fin de marché, l'état des lieux mentionne les réserves éventuelles que les manquements du titulaire aux obligations du présent marché pourraient entraîner.

Le titulaire est tenu de procéder aux travaux de remise en état dus à sa carence dans les délais fixés d'un commun accord avec l'Administration. En cas de non-respect de ces délais, l'Administration peut, après mise en demeure, prendre toutes mesures utiles pour en assurer la remise en état aux frais du titulaire en retenue sur le solde.

ARTICLE 13 - GESTION DES DÉCHETS

13.1 Présentation de l'obligation de gestion de déchets incombant au titulaire

Le titulaire doit assurer la gestion des déchets liés à l'exécution de ses prestations, c'est-à-dire leur collecte, conditionnement, manutention, stockage, transport, évacuation et traitement (destruction), dans le respect de la réglementation.

On entend par destruction des déchets l'ensemble des opérations de collecte, regroupement ou transit, recyclage et tout traitement visant à valoriser ou détruire le déchet considéré.

L'élimination des déchets sera effectuée conformément à la réglementation en vigueur pour chaque catégorie de déchet :

- les déchets non dangereux. A cet égard, les dispositifs de collecte de déchets non dangereux sont mis à disposition du TITULAIRE. ;
- les déchets dangereux.

Le titulaire devra être en mesure de fournir à l'acheteur toute preuve nécessaire à la justification de l'utilisation d'une filière d'élimination dûment autorisée pour le type de déchet concerné. On entend par justification, tout document permettant d'assurer la traçabilité du déchet jusqu'à son élimination (respectivement valorisation) finale.

13.2 Obligations imposées au titulaire par le code de l'environnement en matière de traitement et de traçabilité des déchets

Parmi les obligations tirées du code de l'environnement auxquelles se soumet le titulaire dans le cadre du présent marché, il convient de citer les suivantes :

- L'obligation de tenir à la disposition de l'autorité administrative toutes les informations requises par l'article L. 541-7 de ce code, pour l'ensemble des déchets qui y sont mentionnés et dont il assure la gestion ;
- L'obligation de tenir à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets et, de le conserver pendant au minimum trois ans, conformément à l'article R. 541-43 du code de l'environnement et à moins qu'un ou plusieurs arrêtés spécifiques pris dans les conditions fixées à l'article R. 541-48 du même code ne l'exonèrent de cette obligation ;

- A moins d'avoir été exonéré de la tenue du registre chronologique précité, l'obligation d'utiliser le télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement, ou de transmettre des données informatisées selon les modalités définies par ledit ministre, au plus tard sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée, en vue d'alimenter le registre national des déchets, conformément à l'article R. 541-43 du code de l'environnement ;

- L'obligation d'émettre un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets, appelé Trackdéchets¹, dans les conditions prévues par les articles R. 541-43 et R. 541-45 du code de l'environnement. Cette obligation concerne notamment les déchets dangereux et les déchets non dangereux non inertes, dans les conditions rappelées à l'article R. 541-43 précité. Si elle est conforme aux exigences réglementaires, cette transmission vaut transmission des informations au registre national des déchets. Dès lors que le titulaire s'acquitte de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets, il n'est plus obligé de tenir à jour et de conserver le registre chronologique précité et, d'autre part.

ARTICLE 14 - ANNEXES

14.1 Annexe 1 : Détection incendie

14.2 Annexe 2 : Fermeture incendie

14.3 Annexe 3 : Registre de maintenance

14.4 Annexe 4 : Stock de sécurité

1 Trackdéchets est accessible à cette adresse : « <https://trackdechets.beta.gouv.fr/> ». ».